

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN

Mise en œuvre d'une convention de gestion partielle de rachat d'actions

COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN a sollicité l'assistance d'un Prestataire de Services d'Investissements pour les besoins de la mise en œuvre de son Programme de Rachat d'Actions tel qu'autorisé par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 13 mai 2016.

Selon les termes du Contrat conclu en date du 28 février 2017, il est convenu entre les parties que le Prestataire de Services d'Investissements vendra à COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN, qui s'oblige à les acquérir, le 1^{er} mars 2017, 19'000 (dix-neuf mille) actions COMPAGNIE GENERALE DES ETABLISSEMENTS MICHELIN, à un cours moyen déterminé de manière objective et indépendante par le marché pendant toute la durée du Contrat, et ne pouvant en toute hypothèse excéder le prix maximum d'achat fixé par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 13 mai 2016.

Relations Investisseurs	Relations Presse
Valérie Magloire +33 (0) 1 78 76 45 37 +33 (0) 6 76 21 88 12 (mobile) valerie.magloire@michelin.com	Corinne Meutey +33 (0) 1 78 76 45 27 +33 (0) 6 08 00 13 85 (mobile) corinne.meutey@michelin.com
Matthieu Dewavrin +33 (0) 4 73 32 18 02 +33 (0) 6 71 14 17 05 (mobile) matthieu.dewavrin@michelin.com	Actionnaires Individuels
Humbert de Feydeau +33 (0) 4 73 32 68 39 +33 (0) 6 82 22 39 78 (mobile) humbert.de-feydeau@michelin.com	Jacques Engasser +33 (0) 4 73 98 59 08 jacques.engasser@michelin.com

AVERTISSEMENT

Ce communiqué de presse ne constitue pas une offre de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat de titres Michelin. Si vous souhaitez obtenir des informations plus complètes concernant Michelin, nous vous invitons à vous reporter aux documents publics déposés en France auprès de l'Autorité des marchés financiers, également disponibles sur notre site Internet www.michelin.com.

Ce communiqué peut contenir certaines déclarations de nature prévisionnelle. Bien que la Société estime que ces déclarations reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, elles sont par nature soumises à des risques et incertitudes pouvant donner lieu à un écart entre les chiffres réels et ceux indiqués ou induits dans ces déclarations.